

Clara Zetkin et la journée internationale des femmes¹

A la veille du 8 mars, il est utile de rappeler qui était Clara Zetkin, initiatrice de la journée internationale des femmes, mais pas seulement... Car il est utile aussi de montrer que sa pensée, son action ont aujourd'hui encore une actualité

Clara Eissner naît en 1857 en Saxe². Fille d'un instituteur elle se destine également à l'enseignement. Très jeune, elle participe à des séminaires organisés par l'*association générale des femmes allemandes* et adhère à la mouvance socialiste dont l'un des dirigeants est Auguste Bebel, fondateur du parti socialiste avec Karl Liebknecht. Bebel sera emprisonné lors de la répression qui frappa les socialistes allemands en 1870. Durant ses trois années de prison, il écrira « *La femme et le socialisme* » livre dans lequel il expose ce que le socialisme peut apporter aux femmes. Cet ouvrage de Bebel est divisé en trois chapitres bien distincts : *La femme dans le passé ; La femme dans le présent ; La femme dans l'avenir*.

Dans le dernier chapitre de son ouvrage, Bebel écrit : « Ce chapitre contient simplement les conséquences qui découleront pour la situation de la femme de tout ce que nous avons dit jusqu'ici, conséquences que chacun peut en tirer lui-même.

La femme, dans la société nouvelle, jouira d'une indépendance complète ; elle ne sera plus soumise même à un semblant de domination ou d'exploitation ; elle sera placée vis-à-vis de l'homme sur un pied de liberté et d'égalité absolues.

Son éducation sera la même que celle de l'homme, sauf dans les cas où la différence des sexes rendra inévitable une exception à cette règle et exigera une méthode particulière de développement ; elle pourra, dans des conditions d'existence vraiment conformes à la nature, développer toutes ses formes et toutes ses aptitudes physiques et morales ; elle sera libre de choisir, pour exercer son activité, le terrain qui plaira le plus à ses vœux, à ses inclinations, à ses dispositions. Placée dans les mêmes conditions que l'homme, elle sera aussi active que lui. Bien mieux, employée d'abord comme ouvrière à quelque travail pratique, elle donnera, l'heure d'après, ses soins à l'éducation, à l'instruction de la jeunesse ; pendant une troisième partie de la journée, elle s'exercera à un art, à une science quelconque, pour remplir enfin, dans une dernière période de la journée, quelque fonction administrative. Elle prendra de l'agrément, de la distraction avec ses pareilles ou avec des hommes, comme il lui conviendra et selon les circonstances³. »

Et en 2012, qu'aurait constaté Auguste Bebel ? Si les femmes ont acquis depuis des décennies plus de places dans la société, elles ne jouissent toujours pas d'une réelle égalité, que ce soit socialement ou politiquement. Exemple, « A travail égal salaire égal », ce pourquoi les femmes de la FN en 1966 se sont battues, n'est toujours pas acquis. En cette période de crise du capitalisme, ne voit-on pas les femmes être les plus touchées, dans leur travail (quand elles ne sont pas licenciées), dans leur porte-monnaies... La politique d'activation des chômeurs qui aboutit souvent à l'exclusion du droit à l'allocation de chômage frappe les cohabitants qui sont souvent des cohabitantes. Dans ce domaine, les femmes sont l'objet d'une véritable discrimination. Si politiquement elles donnent l'impression d'avoir « enfin » l'égalité, ce n'est malheureusement pas le cas. Pour preuve, l'obligation d'avoir la parité lors des élections, par exemple. Elles subissent encore les violences corporelles de leur conjoint, elles continuent d'être harcelées sexuellement au travail. Alors, Bebel était-il utopiste ? 150 ans après, il y a encore beaucoup à faire pour en arriver à ce qu'il écrivait.

Un parcours révolutionnaire

Revenons à Clara Eissner. Elle adhère au *Sozialistischen Arbeiterpartei* (SAP), ancêtre du SPD en 1870, parti interdit par Bismarck la même année. Elle participe à des réunions clandestines et y rencontre le révolutionnaire russe Ossip Zetkin, expulsé de Russie. Elle prendra le nom de son compagnon jusqu'à la fin de sa vie.

A Paris. Clara et son compagnon Ossip, tous deux expulsés d'Allemagne, rédigent des correspondances pour la presse socialiste allemande. Ils font la connaissance de Louise Michel, Jules Guesde, Paul Lafargue et sa femme Laura, fille de Karl Marx.

1889, son compagnon décède. La même année elle participe à la préparation du congrès ouvrier qui donnera naissance à la 2^{ème} Internationale. Elle y présentera un rapport sur la situation des travailleuses et y prononcera le premier discours de sa vie : *Pour la*

¹ Par Zoé Blusztajn, collaboratrice bénévole de l'ACJJ – mars 2012.

² Les informations historiques sont tirées du livre de Gilbert Badia *Clara Zetkin, féministe sans frontière*.

³ sources : Auguste Bebel : *La femme et le socialisme* ; préface de P. Lafargue

libération de la femme. Elle expose « qu'en combattant la main dans la main avec les ouvriers socialistes, les femmes se montrent prêtes à prendre part à tous les sacrifices et efforts de la lutte, mais elles sont aussi décidées, à juste titre, à exiger après la victoire tous les droits qui leur reviennent. ⁴ Ses interventions sont telles, que la décision est prise par la 2^{ème} Internationale d'inviter les socialistes de tous les pays à engager les femmes dans la lutte de classes. Un an plus tard les sociaux démocrates intègrent les revendications pour l'égalité sociale, politique, économique et juridique de la femme.

Clara Zetkin rentre en Allemagne.

Lors du Congrès de l'Internationale (1896), elle fait adopter la résolution selon laquelle « les partis socialistes de tous les pays ont le devoir de lutter énergiquement pour l'instauration du suffrage universel des femmes. »

En Belgique, après plusieurs années de lutte pour obtenir le droit de vote, c'est en 1919, au lendemain de la guerre de 14-18 qu'un nombre restreint de femmes obtiennent le droit de vote. Ce sont les veuves et les mères qui ont perdus leur mari ou leur fils durant la guerre. En avril de cette même année elles obtiennent le droit de vote aux élections communales. Elles obtiennent aussi le droit de se faire élire à la Chambre et au Sénat, même si elles n'ont aucun droit de vote pour les législatives. C'est en 1921 que la première femme devient sénatrice par cooptation.

Huit ans plus tard en 1929, une députée est élue par élection directe. En 1936, Isabelle Blume, à l'époque membre du Parti Ouvrier de Belgique, est élue à la Chambre.

C'est enfin, en 1948, que la loi reconnaît le droit de vote pour les femmes aux élections législatives et provinciales.

1907, la première *Conférence Internationale des femmes socialistes* rassemble des représentantes de 14 pays. Clara Zetkin est élue à la présidence du secrétariat international des femmes socialistes.

Trois ans plus tard, le 8 mars 1910, lors de la 2^{ème} *Conférence Internationale des femmes socialistes* à Copenhague, Clara Zetkin propose la création de la *Journée internationale des femmes*, journée de manifestation annuelle afin de militer pour le droit de vote, l'égalité entre les sexes, et le socialisme. Cette initiative est à l'origine de la *Journée Internationale des Femmes*, manifestation qui se déroule tous les ans le 8 mars. A partir du 8 mars 1977, les Nations Unies officialisent la Journée Internationale de la Femme.

Il aura donc fallu bien des années pour que cette journée soit mondialement reconnue. En 1977, on en était encore à s'interroger et à se mobiliser sur pas mal de problèmes, notamment éthiques et sociaux. L'interruption volontaire de grossesse était tabou, les contraceptifs mal connus, ignorés, combattus et même interdits notamment par l'église. Les salaires jamais égaux à ceux des hommes, les discriminations à l'emploi Il faut bien constater qu'en 2012, subsistent encore pas mal de problèmes du même ordre, et la crise n'est pas le remède idéal pour faire avancer les droits humains en général et ceux des femmes en particulier. Bien au contraire.

Clara Zetkin militante pour la paix, militante anti fasciste

Par ses analyses contre le capitalisme et l'impérialisme, Clara se situe nettement à l'aile gauche d'un SPD avec une autre femme remarquable, son amie Rosa Luxemburg,

Les perspectives de guerre accentuent les divisions. Au Congrès socialiste international de Bâle, en novembre 1912, Clara lance aux femmes du monde entier un appel à lutter contre la guerre impérialiste,

En 1914 elle fonde clandestinement avec Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et d'autres socialiste, *Ligue spartakiste* et elle mène de nombreuses actions pacifistes

En 1915, se tient, à Berne, une *conférence internationale des femmes socialistes* où s'affirme l'opposition à la guerre. Ce qui vaudra à Clara Zetkin, d'être arrêtée lors de son retour en Allemagne, et emprisonnée comme l'est Rosa Luxemburg depuis un an.

⁴ sources : discours de Clara Zetkin : *La lutte pour la libération des femmes*. (voir annexe 1)

Rosa Luxemburg va fonder en mars 1917 avec d'autres opposants exclus du SPD, un parti social-démocrate indépendant, auquel Clara Zetkin adhère. Les événements se précipitent : la révolution d'Octobre en Russie, en Allemagne, les grèves puis la révolution de novembre 1918, la répression sanglante du mouvement spartakiste par la droite sociale-démocrate au sein de laquelle s'illustre Gustav Noske, Ministre de la guerre, l'assassinat en janvier 1919 à Berlin de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg. .

En 1920, Clara Zetkin rejoint Ernst Thälmann, Ernst Toller et Walther Ulbricht pour former le Parti communiste d'Allemagne, dont elle devient une dirigeante influente et respectée. La révolution allemande de novembre 1918 permet au mouvement féministe d'obtenir le droit pour les femmes de voter et d'être élues : Clara Zetkin est élue députée KPD au Reichstag en 1920

Déjà en 1923, Clara Zetkin fait une analyse lucide de la nature du fascisme, depuis son instauration en Italie. La lutte contre le fascisme, contre la guerre continue à être son principal combat. En 1932 Hitler touche alors au but. Il a obtenu 38% des voix. Lors de la première séance du nouveau parlement, le 30 août, nombreux sont ses députés en uniformes brun de la S.A. qui saluent le bras tendu Goering qui va se faire élire président du Reichstag. Clara Zetkin, députée communiste, 75 ans, doyenne du Parlement, presque aveugle, monte lentement à la tribune, soutenue par deux personnes. D'une voix d'abord à peine audible, mais qui s'affermie de plus en plus, elle prononce un long appel à combattre l'hitlérisme : « Il s'agit d'abord et avant tout d'abattre le fascisme qui veut réduire à néant par le fer et par le sang les manifestations de classe des travailleurs. L'exigence de l'heure, c'est le front unique de tous les travailleurs pour faire reculer le fascisme.⁵

Son discours lui vaudra une fois encore de fuir l'Allemagne. Elle se réfugiera en URSS où elle décèdera à l'âge de 75 ans. Sa tombe se trouve dans le mur du Kremlin sur la Place Rouge.

Le combat de Clara Zetkin contre le fascisme continuera bien au-delà de la mort de cette extraordinaire militante pour la cause des femmes, celle de la paix...

A notre époque, il ne s'agit pas d'oublier que le fascisme et l'extrême droite se retrouve partout en Europe. Et la crise dans laquelle nous nous trouvons n'est pas faite pour empêcher les néo-nazis, les néo fascistes de relever la tête dans tous les domaines. Dans cette Europe libérée du joug nazi, il y a 67 ans, il est plus que temps que nous combattons avec tous ceux qui ne veulent plus revoir cette peste noire/brune, peste dans laquelle nos parents et grands parents ont vécu et pas mal d'entre eux sont morts pour résister à ce fléau.

C'est pourquoi, le combat inlassable de Clara Zetkin reste d'une brûlante actualité que nous nous devons de souligner.

⁵ Sources : discours de Clara Zetkin au Reichstag en 1932 (texte en annexe2)

Annexe 1

La lutte pour la libération des femmes

Il n'est pas surprenant que les réactionnaires aient une conception réactionnaire du travail féminin. Mais il est extrêmement surprenant de rencontrer, dans le camp socialiste, une conception erronée, qui consiste à exiger la suppression du travail des femmes.

Le problème de l'émancipation des femmes, c'est-à-dire en dernière instance celui du travail féminin, est un problème économique, et l'on est fondé à attendre des socialistes une meilleure compréhension des problèmes économiques.

Les socialistes doivent savoir qu'en l'état actuel du développement économique le travail féminin est une nécessité; que le travail féminin devrait aboutir normalement, soit à une réduction du temps de travail que chaque individu doit à la collectivité, soit à un accroissement des richesses de la société ; que ce n'est pas le travail féminin en soi qui, par le jeu de la concurrence, fait baisser les salaires, mais l'exploitation de ce travail par les capitalistes.

Les socialistes doivent avant tout savoir que l'esclavage social ou la liberté reposent sur la dépendance ou l'indépendance économiques.

Il n'est pas permis à ceux qui combattent pour la libération de tout le genre humain de condamner la moitié de l'humanité à l'esclavage politique et social par le biais de la dépendance économique.

De même que le travailleur est sous le joug du capitaliste, la femme est sous le joug de l'homme et elle restera sous le joug aussi longtemps qu'elle ne sera pas indépendante économiquement. La condition sine qua non de cette indépendance économique, c'est le travail.

Si l'on veut faire des femmes des êtres humains libres, des membres de la société à part entière au même titre que les hommes, il ne faut ni supprimer ni limiter le travail féminin, sauf dans quelques cas exceptionnels.

Les travailleuses qui veulent accéder à l'égalité sociale n'attendent rien, pour leur émancipation, du mouvement féministe bourgeois qui prétend lutter pour les droits de la femme. C'est une construction bâtie sur le sable qui ne repose sur aucune base sérieuse.

Les travailleuses sont absolument convaincues que le problème de l'émancipation des femmes n'est pas un problème isolé, mais qu'il fait partie de l'ensemble de la question sociale.

Elles savent pertinemment que ce problème ne pourra trouver de solution tant que la société actuelle n'aura pas subi des transformations fondamentales.

La question de l'émancipation des femmes est née avec les temps modernes et c'est la machine qui l'a engendrée.

L'émancipation de la femme, cela signifie la complète modification de sa position sociale, une révolution de son rôle dans la vie économique.

Les anciens modes de production avec leurs moyens de travail imparfaits enchaînaient la femme à la famille et limitaient son champ d'action à son foyer. Au sein de la famille, la femme constituait une main-d'œuvre extrêmement productive. Elle fabriquait presque tous les objets de nécessité courante.

Compte tenu du développement de la production et du commerce de l'époque, il aurait été en outre extrêmement difficile, pour ne pas dire impossible, de fabriquer ces articles hors de la famille. Tant que durèrent ces rapports de production, la femme fut productive sur le plan économique...

La machine a mis fin à l'activité économique de la femme dans la famille. La grande industrie fabrique tous les articles à meilleur prix, plus rapidement et en plus grande quantité que ne pouvait le faire l'industrie individuelle qui ne disposait que d'outils imparfaits pour une production à très petite échelle.

Souvent la femme était obligée de payer la matière première achetée au détail plus cher que le produit fini de la grande industrie. A ce prix d'achat, elle devait ajouter son temps et sa peine, si bien que l'activité productive dans la famille était devenue un non-sens économique, un gaspillage de force et de temps. Bien que, dans des cas isolés, l'activité productrice de la femme au foyer puisse être encore utile, il n'en reste pas moins que ce genre d'activité constitue une perte pour la société.

C'est la raison pour laquelle la ménagère du bon vieux temps a presque totalement disparu. La grande industrie a rendu sans objet la production à domicile de biens destinés aux membres de la famille.

Mais, simultanément, elle a créé les bases de l'activité de la femme dans la société. La production mécanique, qui peut se passer de force musculaire et de qualification, a permis d'employer des femmes dans un vaste secteur de travail.

La femme est entrée dans l'industrie dans le but d'augmenter les ressources familiales. L'évolution de l'industrie moderne a fait du travail féminin une nécessité. Et c'est ainsi que chacun des perfectionnements de la technique moderne a rendu superflue une partie de la main-d'œuvre masculine.

Des milliers de travailleurs furent jetés à la rue, une armée de réserve des pauvres s'est constituée et les salaires n'ont cessé de diminuer.

Jadis, le salaire de l'homme, ajouté à l'activité productrice de la femme au foyer, suffisait à assurer l'existence de la famille ; maintenant il suffit à peine à faire vivre un travailleur célibataire. Le travailleur marié est dès lors contraint de compter sur le travail salarié de sa femme.

Cet état de choses a libéré la femme de la dépendance économique vis-à-vis de l'homme. La femme travaillant dans l'industrie ne pouvait plus, dans la famille, constituer un simple appendice économique du mari ; force économique indépendante de l'homme, elle apprit à se suffire. Or, si la femme n'est plus dépendante de l'homme sur le plan économique, il n'y a aucune raison pour qu'elle le soit sur le plan social.

Toutefois, cette indépendance ne profite pas pour l'instant à la femme elle-même, mais au capitaliste. Parce qu'il détenait le monopole des moyens de production, le capitaliste s'est emparé de ce nouveau facteur économique et l'a utilisé à son avantage exclusif.

Libérée de sa dépendance économique vis-à-vis de l'homme, la femme est passée sous la domination économique du capitaliste. D'esclave de son mari, elle est devenue l'esclave de son employeur. Elle n'avait fait que changer de maître. Elle a toutefois gagné au change : sur le plan économique, elle n'est plus un être inférieur subordonné à son mari, elle est son égale.

Cependant le capitaliste ne se contente pas d'exploiter la femme elle-même, il se sert d'elle pour exploiter encore mieux les travailleurs.

La main-d'œuvre féminine a été dès le départ meilleur marché que la main-d'œuvre masculine. Le salaire de l'homme était calculé à l'origine pour subvenir aux besoins de toute une famille, le salaire de la femme, lui, n'a représenté dès le début que l'entretien d'une seule personne et même en partie seulement, parce qu'on escomptait que la femme, en dehors de son travail à l'usine, continuerait à travailler à la maison.

Par ailleurs, les biens fabriqués par la femme au foyer avec des moyens de production primitifs ne représentaient, comparés aux produits industriels, qu'une petite quantité de travail social moyen. On en déduisit que la femme avait une capacité de travail moindre et en conséquence sa force de travail fut payée moins. A ces raisons de la payer moins s'ajouta le fait que la femme a, en gros, moins de besoins que l'homme.

Mais ce qui fit de la femme une main-d'œuvre particulièrement appréciée du capitaliste, ce n'est pas seulement son prix réduit, mais aussi sa plus grande soumission.

Le capitaliste a spéculé sur ces deux facteurs pour rémunérer la travailleuse aussi mal que possible et pour abaisser au maximum, du fait de sa concurrence, le salaire des hommes.

De la même façon, il s'est servi du travail des enfants pour diminuer le salaire des femmes, et de celui des machines pour dévaloriser le travail humain.

Si le travail des femmes aboutit à des résultats contraires à sa tendance naturelle, le système capitaliste en est seul responsable ; il est responsable de rallongement de la journée de travail alors que le travail féminin devrait conduire à la réduire ; il est responsable du fait que le travail féminin n'est pas synonyme d'augmentation des richesses de la société, c'est-à-dire du mieux-être de chacun de ses membres, mais seulement d'augmentation du profit d'une poignée de capitalistes et simultanément d'une paupérisation massive et croissante.

Les conséquences funestes du travail féminin, si douloureusement ressenties aujourd'hui, ne disparaîtront qu'avec le système de production capitaliste.

Pour ne pas être écrasé par la concurrence, le capitaliste est contraint d'augmenter au maximum la différence entre le prix d'achat (prix de revient) et le prix de vente de ses produits ; il cherche donc à produire le moins cher et à vendre le plus cher possible. Le capitaliste a donc tout intérêt à allonger à l'infini la journée de travail et à verser au travailleur un salaire aussi dérisoire que possible.

Cette politique va exactement à l'inverse des intérêts, tant des travailleuses que des travailleurs. Il n'existe donc pas d'opposition réelle entre les intérêts des travailleurs et ceux des travailleuses, mais bien une opposition irréductible entre les intérêts du capital et ceux du travail.

Des motifs économiques s'opposent à ce que l'on revendique l'interdiction du travail féminin. La situation économique actuelle est telle que ni le capitaliste ni l'homme ne peuvent renoncer au travail des femmes.

Le capitaliste doit le maintenir pour rester compétitif et l'homme en a besoin s'il veut fonder une famille. Et même dans le cas où le travail des femmes serait interdit par la loi, le salaire des hommes n'en serait pas amélioré pour autant.

Le capitaliste ne tarderait pas à compenser la perte d'une main-d'œuvre bon marché par l'emploi de machines plus perfectionnées et, en peu de temps, on en serait exactement au même point qu'avant.

Après de longues grèves dont l'issue fut favorable aux travailleurs, on a vu comment les capitalistes ont réduit à néant les succès remportés en utilisant des machines plus perfectionnées.

Si l'on revendique l'interdiction ou la limitation du travail féminin en arguant de la concurrence qu'il représente, il est tout aussi logique de réclamer la suppression des machines et le retour au droit corporatif du Moyen Age qui établissait le nombre des travailleurs à employer dans chaque entreprise.

Mais, abstraction faite des motifs économiques, ce sont avant tout des raisons de principe qui s'opposent à une interdiction du travail féminin.

A toute tentative dans ce sens, les femmes doivent opposer la résistance la plus vive et la plus justifiée car elles savent que leur égalité sociale et politique avec l'homme repose uniquement sur l'indépendance économique, que leur permet le travail hors du foyer.

C'est pour des raisons de principe que nous autres femmes, nous nous élevons avec la plus grande énergie contre une limitation du travail féminin.

Comme nous ne voulons absolument pas séparer notre cause de celle des travailleurs en général, nous ne demandons aucune protection particulière si ce n'est celle que le travail en général exige du capital.

Nous n'admettons qu'une seule exception au profit des femmes enceintes, dont l'état exige des mesures particulières dans l'intérêt de la femme même et de sa progéniture. Nous nions qu'il existe une question féminine spécifique, nous nions qu'il existe un problème spécifique des travailleuses.

Nous n'attendons notre pleine émancipation ni de l'accession des femmes à ce qu'il est convenu d'appeler les professions libérales, ni d'une éducation identique à celle des hommes — bien qu'une telle revendication soit tout ce qu'il y a de naturel et de juste — ni de l'obtention des droits politiques.

Les pays dans lesquels existe le suffrage dit universel, libre et direct, nous montrent qu'en réalité il ne vaut pas grand-chose. Le droit de vote sans liberté économique n'est ni plus ni moins qu'un chèque sans provision.

Si l'émancipation sociale dépendait des droits politiques, la question sociale n'existerait pas dans les pays où est institué le suffrage universel. L'émancipation de la femme comme celle de tout le genre humain ne deviendra réalité que le jour où le travail s'émancipera du capital.

C'est seulement dans la société socialiste que les femmes comme les travailleurs accéderont à la pleine possession de leurs droits.

Compte tenu de cet état de choses, la seule solution, pour les femmes véritablement désireuses de se libérer, est d'adhérer au parti socialiste, le seul parti qui ait pour but l'émancipation des travailleurs.

Sans l'aide des hommes et, il faut bien le dire, souvent même contre leur volonté, les femmes ont rejoint le camp socialiste.

Dans certains cas, elles y ont même été irrésistiblement poussées, contre leur gré, uniquement par une claire compréhension de la situation économique.

Mais elles sont maintenant dans ce camp et elles y resteront! Elles lutteront sous le drapeau du socialisme pour se libérer, pour être reconnues comme des êtres humains à part entière.

En marchant main dans la main avec le parti ouvrier socialiste, elles sont prêtes à partager toutes les peines et tous les sacrifices du combat, mais elles sont aussi fermement décidées à exiger après la victoire tous les droits qui leur reviennent.

S'agissant des sacrifices et des devoirs aussi bien que des droits, elles ne veulent être rien d'autre que des camarades de combat, acceptées comme des égales dans les rangs des combattants.

Discours au Reichstag en 1932.

Le 30 août 1932, Clara très vieille femme, en qualité de doyenne du Reichstag, alors que Hitler vient d'accéder au pouvoir, est chargée du discours inaugural. Elle est pratiquement aveugle, impotente, on la soutient jusqu'au pupitre, elle ouvre la première séance devant une centaine de nazis en uniforme, dont Goering, avec un vibrant discours contre la montée du nazisme. Le voici :

Mesdames et Messieurs,

Le Reichstag se réunit dans une situation où la crise du capitalisme à son déclin accable les très larges masses laborieuses d'Allemagne et leur inflige les souffrances les plus épouvantables. Les millions de chômeurs que les maigres allocations dont on leur fait (ou dont on ne leur fait pas) l'aumône n'empêchent pas de mourir de faim seront rejoints cet automne et cet hiver par des millions d'autres. La famine, qui est aussi le sort de tous ceux qui ont besoin d'aide sociale, s'aggrave. Quant aux travailleurs qui ont encore un emploi, les bas salaires les empêchent de renouveler leur force nerveuse et musculaire usée au maximum par la rationalisation et, a fortiori, de satisfaire le moindre besoin culturel. En se poursuivant, le démantèlement des conventions collectives et des organes de conciliation va faire baisser encore les salaires de misère. Un nombre croissant d'artisans et de petits industriels, de petits et moyens paysans sombrent dans le désespoir et la ruine. Le déclin économique, les coupes sombres dans les dépenses culturelles réduisent à néant les bases économiques de la création intellectuelle et ôtent de plus en plus aux créateurs la possibilité de mettre en œuvre leurs forces et leurs connaissances.

L'incendie allumé en Orient que l'Occident attise de toutes ses forces dans l'espoir qu'un océan de flammes engloutisse l'Union soviétique et la construction du socialisme, pourrait bien attirer sur l'Allemagne aussi une abominable terreur, susceptible d'éclipser l'œuvre de mort et de destruction de la dernière guerre mondiale. Le pouvoir politique en Allemagne est aujourd'hui aux mains d'un cabinet présidentiel formé sans l'assentiment du Reichstag, composé des hommes de main du grand capital monopoliste et des grands agrariens et dont les généraux de la Reichswehr constituent l'élément moteur. Malgré ses pouvoirs discrétionnaires, le cabinet présidentiel a échoué devant tous les problèmes actuels de politique intérieure et de politique étrangère. Sa politique intérieure est marquée, comme celle des précédents gouvernements, par la pratique des décrets-lois, lois scélérates qui décrètent la misère et augmentent celle qui règne déjà. En même temps, ce cabinet foule aux pieds le droit des masses à lutter contre la misère. Ceux qui ont besoin de l'aide sociale et ceux qui y ont droit, ce sont, pour le gouvernement, les gros agrariens endettés, les industriels faillis, les requins de la finance, les armateurs, les spéculateurs et trafiquants sans scrupules. Toute sa politique fiscale, douanière, commerciale, consiste à prendre aux larges couches du peuple travailleur pour donner à de petits groupes de profiteurs et à aggraver la crise en restreignant davantage la consommation, les importations et les exportations. Sa politique étrangère aussi est placée sous le signe du mépris pour les intérêts des travailleurs. Déterminée par les appétits impérialistes, elle conduit l'Allemagne à dépendre de plus en plus des grandes puissances du Traité de Versailles, malgré les hésitations qui la font loucher entre les coups de gueule des traîneurs de sabres et les bassesses les plus plates, et elle compromet ses relations avec l'Union soviétique, le seul Etat qui, par sa politique de paix sincère et son essor économique, puisse offrir aux travailleurs allemands un véritable soutien.

Le solde du cabinet présidentiel est déjà lourdement débiteur depuis les meurtres des dernières semaines, dont il porte l'entière responsabilité en ayant levé l'interdiction de porter l'uniforme prononcée contre les S. A. national-socialistes et en favorisant ouvertement ces troupes fascistes de guerre civile. C'est en vain qu'il cherche à faire oublier sa culpabilité politique et morale en se chamaillant avec ses alliés sur la répartition du pouvoir dans l'Etat ; le sang versé en fait pour toujours un complice des assassins fascistes. L'impuissance du Reichstag et la toute puissance du cabinet présidentiel sont l'expression de la décadence du libéralisme bourgeois, qui accompagne nécessairement l'effondrement du mode de production capitaliste. Cette décadence se retrouve entièrement dans la social-démocratie réformiste qui se place en théorie et en pratique sur le terrain pourri de l'ordre social bourgeois.

La politique du gouvernement Papen-Schleicher n'est rien autre que la continuation ouverte de la politique du gouvernement Brüning tolérée par les social-démocrates, précédée elle-même par la politique de coalition de la social-démocratie qui lui avait ouvert la voie. La politique du « moindre mal » confirmait les forces réactionnaires dans la conscience qu'elles avaient de leur puissance et ne pouvait, et ne peut encore, manquer d'engendrer le pire de tous les maux : habituer les masses à la passivité. On leur demande de renoncer à mettre en jeu la puissance dont elles disposent à l'extérieur du parlement. De cette façon, c'est le rôle du parlement dans la lutte de classes du prolétariat que l'on réduit aussi. Il est possible aujourd'hui dans certaines limites d'utiliser le parlement pour la lutte des travailleurs, mais uniquement s'il s'appuie sur de puissantes actions des masses à l'extérieur de ses murs. Avant que le Reichstag ne puisse prendre position sur des problèmes particuliers de l'heure, il faut qu'il ait compris quelle est sa tâche essentielle, et qu'il l'ait accomplie : il faut qu'il renverse le gouvernement qui tente, au mépris de la Constitution, de mettre le parlement complètement à l'écart.

Le Reichstag pourrait aussi saisir la Haute Cour de Leipzig d'une plainte contre le Président du Reich et les Ministres pour viol de la Constitution et pour les nouveaux viols de la Constitution qu'ils projettent. Mais il est vrai qu'une plainte devant cette haute instance reviendrait à demander à Lucifer de condamner Belzébuth. Bien entendu, ce n'est pas un vote du parlement qui peut briser le pouvoir d'un gouvernement qui s'appuie sur l'armée et sur tous les autres moyens dont dispose le pouvoir d'Etat bourgeois, sur la terreur exercée par les fascistes, la lâcheté du libéralisme bourgeois et la passivité d'une grande partie du prolétariat, des travailleurs. Le renversement du gouvernement au parlement peut seulement donner le signal de la levée en masse des travailleurs à l'extérieur du parlement. Et ceci afin de jeter dans la bataille tout le poids économique et social des masses, et aussi toute la force de leur nombre.

Dans cette bataille, il s'agit d'abord et avant tout d'abattre le fascisme qui veut réduire à néant, par le fer et par le sang, les manifestations de classe des travailleurs, en sachant bien, comme nos ennemis, que la force du prolétariat ne dépend pas du nombre de sièges au parlement, mais qu'elle est ancrée dans ses organisations politiques, syndicales et culturelles. La Belgique montre aux travailleurs que la grève de masse conserve sa force, même à une époque de crise économique aiguë, à condition qu'en employant cette arme les masses soient résolues et prêtes à ne reculer devant aucun sacrifice, ni devant l'extension de la lutte, prêtes à répondre par la violence à la violence de leurs ennemis.

Mais la démonstration de force du peuple travailleur à l'extérieur du parlement ne doit pas se limiter au renversement d'un gouvernement anticonstitutionnel ; elle doit aller au delà de cet objectif limité et se préparer à renverser l'Etat bourgeois et son fondement, l'économie bourgeoise. Toutes les tentatives d'atténuer, et a fortiori de résoudre la crise en restant sur le terrain de l'économie capitaliste ne peuvent qu'aggraver le mal. Les interventions de l'Etat ont échoué, car ce n'est pas l'Etat bourgeois qui tient l'économie, c'est au contraire l'économie qui tient l'Etat bourgeois. Entre les mains des possédants, l'appareil d'Etat ne saurait être utilisé qu'à leur avantage et au détriment des larges masses populaires qui travaillent, qui produisent et qui consomment. Une économie planifiée sur la base du capitalisme est une contradiction en soi. Les tentatives en ce sens ont toujours échoué sur la propriété privée des moyens de production. La planification de l'économie n'est possible que si l'on abolit cette propriété privée. La seule et unique voie pour surmonter les crises économiques et écarter tous les dangers de guerre impérialiste, c'est la révolution prolétarienne qui supprime la propriété privée des moyens de production et garantit ainsi la possibilité de planifier l'économie. La meilleure preuve historique en est la Révolution russe. Elle a montré que les travailleurs ont la force de jeter à terre tous leurs ennemis, d'abattre les rapaces impérialistes en même temps que le capitalisme dans leur propre pays et de déchirer des traités d'asservissement comme celui de Versailles. L'Etat soviétique confirme aussi que les travailleurs ont la maturité nécessaire pour construire un nouvel ordre économique où le développement économique de la société peut aller sans ces crises désastreuses, précisément parce qu'a été supprimée la cause du mode de production anarchique, la propriété privée des moyens de production. La lutte des masses laborieuses contre la misère qui les opprime maintenant est en même temps une lutte pour leur libération totale. C'est lutter contre le capitalisme qui exploite et avilit, pour le socialisme qui délivre et libère. C'est vers ce but lumineux que les masses doivent tourner constamment leurs regards, sans se laisser troubler par des illusions sur la démocratie libératrice, et sans se laisser effrayer par la brutalité du capitalisme, qui cherche son salut dans un nouveau génocide universel, dans les assassinats fascistes et la guerre civile. La nécessité de l'heure, c'est le front uni de tous les travailleurs pour repousser le fascisme, et pour conserver ainsi aux esclaves de l'exploitation la force et la puissance de leurs organisations, et même tout simplement pour les conserver en vie.

Devant cette impérieuse nécessité historique, toutes les opinions politiques, syndicales, religieuses, idéologiques, qui nous entravent et nous séparent, doivent passer au second plan. Tous ceux qui sont menacés, tous ceux qui souffrent, tous ceux qui aspirent à se libérer doivent faire partie du front uni contre le fascisme et ses fondés de pouvoir au gouvernement ! Tous les travailleurs doivent se retrouver et s'affirmer contre le fascisme, telle est la condition indispensable pour que se constitue le front uni contre la crise, les guerres impérialistes et leur cause, le mode de production capitaliste. Le soulèvement de millions de travailleurs, hommes et femmes, en Allemagne, contre la faim, la privation de leurs droits, les assassinats fascistes et les guerres impérialistes est une expression de l'indestructible communauté de destin de tous les travailleurs du monde.

Cette communauté de destin internationale doit devenir une communauté de combat solidement forgée par les travailleurs partout où le capitalisme étend sa domination, une communauté de combat avec nos frères et nos sœurs soviétiques qui nous ont précédés dans l'assaut. Les grèves et les soulèvements dans les pays les plus divers sont des signes enflammés dont la lumière montre à ceux qui combattent en Allemagne qu'ils ne sont pas seuls. Partout les déshérités et les humiliés s'apprêtent à la conquête du pouvoir. Dans le front uni des travailleurs qui se forme aussi en Allemagne ne doivent pas être absentes les millions de femmes qui portent encore les chaînes de l'esclavage de leur sexe, et qui sont de ce fait livrées à l'esclavage de classe le plus dur. Et aux tout premiers rangs, c'est la jeunesse qui doit lutter, la jeunesse qui aspire à s'épanouir librement, mais qui n'a aujourd'hui d'autres perspectives que l'obéissance aveugle et l'exploitation dans les colonnes des esclaves du travail. Dans ce front uni ont aussi leur place tous les créateurs intellectuels dont le savoir et la volonté d'accroître le bien être et la culture de la société ne peuvent plus s'exercer aujourd'hui dans l'ordre bourgeois. Puissent-ils tous rejoindre le front uni de combat, les esclaves salariés, les corvéables du capital, tous ceux qui sont à la fois les supports et les victimes du capitalisme !

En ma qualité de doyenne d'âge et dans l'espoir que, malgré mon invalidité actuelle, j'aurai encore le bonheur d'ouvrir, en qualité de doyenne d'âge, la première session du Congrès des Conseils de l'Allemagne soviétique, je déclare ouverte la session du Reichstag.